

Selon la 19^{ème} édition du baromètre de KPMG et de la CGPME sur le financement et l'accès au crédit des PME

Niveau record des besoins de financements des PME (70%)

Pour la 19^{ème} édition de ce baromètre, l'IFOP a interrogé en septembre 2013, à la demande de KPMG et de la CGPME, plus de 400 dirigeants d'entreprises françaises de 10 à 500 salariés sur leur financement et leur accès au crédit.

Seul un dirigeant de PME sur cinq entrevoit une reprise de l'activité de son secteur

Les chefs d'entreprise restent inquiets pour leur activité pour les mois à venir (53% ; -4 points) ainsi que pour l'économie française en général (88%). 20% des patrons de PME perçoivent une reprise de l'activité de leurs secteurs, alors que 32% ressentent une récession. Toutefois, près de la moitié des chefs d'entreprise (48%) constate une stagnation. D'un secteur à l'autre, la perception d'une reprise diffère fortement : elle est exprimée par 29% des patrons du BTP, contre 22% dans les services, 18% dans le commerce et seulement 14% dans l'industrie. Les scores sont en revanche relativement homogènes d'une catégorie de dirigeant à l'autre sur le sentiment de récession.

Forte hausse des difficultés de trésorerie ou de financement depuis juin 2013...

Seuls 9% des dirigeants de PME déclarent n'affronter aucune difficulté. Si la baisse de leur chiffre d'affaires reste le problème le plus fréquemment rencontré (54%, -3 points depuis mai 2013), les hausses sur les coûts ou les prix des fournisseurs connaissent pour leur part un fort regain (51%, +6 points). Mais ce sont **les difficultés de trésorerie ou de financement qui sont le plus en augmentation avec 36% des patrons de PME concernés** (+11 points), au niveau le plus important constaté depuis 2009.

...dans un contexte de besoins de financements à un niveau record

Pour la première fois depuis le lancement du baromètre en 2009, sept patrons sur dix (70%, +5 points) font état d'au moins un besoin de financement et ce, alors que 37% des dirigeants déclarent se restreindre dans leurs investissements et leurs demandes aux banques en raison des difficultés d'accès au crédit. En effet, 54% des patrons interrogés considèrent que la situation économique actuelle a des impacts négatifs sur les conditions d'accès aux crédits.

48% des dirigeants de PME ont des besoins de financement pour l'exploitation de leur activité (trésorerie, escomptes), soit la proportion la plus forte enregistrée en 5 ans (34% en février 2009 ; +10 points depuis mars 2013). 37% des dirigeants de PME ont, quant à eux, des besoins de financement pour des investissements (+5 points depuis mai 2013). Concernant ces derniers, les besoins de crédit s'orientent à 70% vers le remplacement ou l'entretien de leur exploitation (+11 points), même si les besoins de crédits pour des acquisitions de développement (27%, +4 points) augmentent. A l'inverse, les besoins de crédits pour des investissements d'équipement (32%, -6 points) et ceux pour des investissements d'innovation (14%, -7 points) connaissent une baisse.

L'environnement fiscal impacte les décisions d'investissement

66% des dirigeants déclarent s'être limités dans leurs investissements en matière de nouvelles embauches en raison de la pression fiscale et 62% se sont freinés dans leurs projets d'investissement en matériels et équipements. La limitation des investissements en recherche et développement s'avère moindre, mais impacte tout de même près d'une PME sur deux (45%).

76% des dirigeants de PME font état d'au moins une mesure de durcissement par les banques

Un tel niveau n'avait plus été atteint depuis juin 2010 (+5 points depuis mai 2013). Près d'un patron sur deux témoigne d'un financement avec des frais élevés ou des montants plus faibles que souhaités (46%, +5 points) et 42% ont fait face à des demandes de garanties supplémentaires de la part de leur banquier (+4 points). Dans le même temps, la réduction des crédits ou des facilités de trésorerie connaît une forte hausse (38%, +14 points), impactant désormais davantage les PME que les demandes de cofinancement (cautions) (37%, +5 points). Enfin, plus d'un quart des dirigeants note que les banques financent après beaucoup de délais d'acceptation (26%, +3 points).


Près d'une PME sur deux envisage d'examiner les conditions d'autres banques concurrentes (45% + 6 points). De même, une part croissante de dirigeants réfléchit au réexamen de ses lignes de crédit (42%, +4 points).

Méthodologie

- Echantillon de 402 dirigeants d'entreprises, représentatif des entreprises françaises de 10 à 500 salariés.
- La représentativité de l'échantillon a été assurée par un échantillonnage raisonné sur les quotas (taille salariale, secteur d'activité, région) et un redressement selon les données INSEE.
- Les interviews téléphoniques de ce baromètre ont eu lieu du 16 au 23 septembre 2013.

KPMG en France

Premier groupe français d'audit, d'expertise comptable et de conseil, réalisant 860 M€ de chiffre d'affaires et employant 8 000 personnes en 2012, KPMG France est membre de KPMG International, réseau de cabinets indépendants exerçant dans 156 pays. Les professionnels interviennent auprès des grands comptes internationaux, des ETI et groupes familiaux, des TPE et dans différents secteurs de l'industrie, du commerce et des services financiers.

www.kpmg.fr  Suivez notre actualité sur Twitter !

CGPME

1 650 000 entreprises représentées - 550 000 entreprises adhérentes

Par ses **123 Unions territoriales interprofessionnelles** présentes dans toute la France, la CGPME permet l'accès à l'information. Dans le cadre de la défense des intérêts collectifs de ses adhérents, elle leur dispense assistance et conseil. Elle est également un lieu de rencontres, d'échanges d'expériences, de partage de savoir-faire pour les chefs d'entreprise.

Forte de ses 220 fédérations professionnelles, la CGPME est à l'origine de nombreux services qui simplifient la vie des entrepreneurs.

Contacts :

KPMG : Ingrid Pinchot : 01 55 68 91 50 - ipinchot@kpmg.fr

CGPME : Soraya Djidel : 01 47 62 73 79 - communication@cgpme.fr